

# ZIMBABWE

## IL EST TEMPS DE RENDRE DES COMPTES

**AMNESTY**  
INTERNATIONAL



*« SI ON VEUT RÉSOUDRE LE  
PROBLÈME, IL FAUT QUE LE  
GOUVERNEMENT POURSUIVE EN  
JUSTICE LES COUPABLES PRÉSUMÉS  
POUR MONTRER SON ENGAGEMENT  
ENVERS LES DROITS HUMAINS.  
SINON, NOUS N'OBTIENDRONS PAS  
SATISFACTION. »*

George, victime de violences commises avec le soutien de l'État à Hurungwe, août 2008

# ZIMBABWE

## IL EST TEMPS DE RENDRE DES COMPTES


**« JE VEUX ÊTRE INDEMNISÉE  
POUR CES BLESSURES. JE VEUX  
PARLER À CEUX QUI M'ONT  
ATTAQUÉE POUR QU'ILS ME  
DISENT LA VÉRITÉ ET POURQUOI  
J'AI ÉTÉ BATTUE.  
ET JE VEUX QU'ILS SOIENT  
TRADUITS EN JUSTICE. »**

Lyn, une femme de quatre-vingt-six ans victime de violences politiques, août 2008

Des auteurs de violations des droits humains n'ont pas eu à répondre de leurs actes. Malgré l'obligation légale pour le Zimbabwe de lutter contre l'impunité, les membres des forces de sécurité, les « vétérans de guerre » et les sympathisants du ZANU-PF, le parti du président Robert Mugabe, n'ont fait l'objet d'aucune enquête, poursuite ou condamnation. L'absence d'action à leur encontre de la part du gouvernement les a encouragés à commettre d'autres violations.

Au cours des mois précédant le second tour de l'élection présidentielle, le 27 juin 2008, des soldats, des « vétérans » et des membres du ZANU-PF ont attaqué des personnes soupçonnées de soutenir l'opposition. On a dénombré au moins 180 morts et plus de 9 000 blessés à la suite d'actes de torture, de passages à tabac et d'autres formes de violence politique. Environ 28 000 personnes ont été déplacées des zones rurales.

Le Zimbabwe a derrière lui un long passé d'impunité. La police n'a notamment jamais été inquiétée pour avoir agressé et torturé des personnes critiques à l'égard du gouvernement et a été encouragée à appliquer la loi de manière partisane. Les autorités ont expulsé de force des centaines de milliers de personnes de leur foyer, ont refusé aux sympathisants de l'opposition l'accès aux denrées subventionnées et ont harcelé et cherché à intimider des défenseurs des droits humains. Toutes ces atteintes aux droits fondamentaux ont été commises dans l'impunité quasi totale.

A photograph showing the lower bodies and legs of three individuals standing on a tiled floor. They are all using metal crutches for support. The person on the left is wearing a white long-sleeved shirt and blue shorts, with a white cast on their right leg. The person in the middle is wearing a light blue long-sleeved shirt and light-colored trousers, with a white cast on their right leg and a red sandal on their left foot. The person on the right is wearing a red long-sleeved shirt and dark shorts, with a white cast on their right leg. The background shows a yellow wall and some outdoor plants.

Des sympathisants de l'opposition dont les jambes ont été brisées au cours des violences liées aux élections, 2008

# AGISSEZ !

## PRENEZ CONTACT AVEC L'AMBASSADEUR DU ZIMBABWE DANS VOTRE PAYS ET INSISTEZ POUR QU'IL EXHORTE LES AUTORITÉS ZIMBABWÉENNES À :

- mettre en place une commission d'enquête indépendante chargée d'examiner toutes les violations des droits humains commises dans le pays depuis 2000, notamment durant les élections de 2008 ;
- faire en sorte que les coupables soient contraints de rendre compte de leurs actes et que les victimes obtiennent réparation pour leurs souffrances.

## ÉCRIVEZ

Veillez écrire à l'ambassadeur du Zimbabwe dans votre pays.  
Si vous souhaitez de l'aide pour obtenir ses coordonnées, vous pouvez envoyer un message à [aagnew@amnesty.org](mailto:aagnew@amnesty.org).

